

SAHARA OCCIDENTAL: ASSEZ DE REPRESSION! LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES

En octobre 2010, plus de 20 000 Sahraouis ont quitté El Aaiun pour installer à Gdeim Izik dans le désert un camp de 8000 tentes pour défendre leurs droits politiques, économiques et sociaux. Depuis l'assaut des forces de sécurité marocaines le 8 novembre 2010 pour démanteler ce camp, les manifestations se succèdent au Sahara occidental. Toujours pacifiques, elles sont réprimées, avec de nombreux blessés et de nouvelles arrestations. **Une délégation internationale du "Centre Robert Kennedy pour la justice et les droits de l'Homme"**, qui s'est rendue en août 2012 au Sahara occidental, a "demandé au gouvernement du Maroc de mettre un terme à la situation de violence qui affecte la population sahraouie qui soutient l'indépendance du Sahara occidental". **Le 18 avril 2012, le Parlement européen** a "dénoncé la répression contre la population sahraouie dans les territoires occupés et demandé la libération des prisonniers politiques sahraouis". **Le rapport 2012 d'Amnesty international** constate: "Cette année encore, des Sahraouis partisans de l'autodétermination du peuple sahraoui ont été emprisonnés". **L'ACAT (Action des Chrétiens pour l'abolition de la torture)** a jugé que la détention des 23 de Salé était "arbitraire". **La LDH (Ligue des Droits de l'Homme)** "exprime sa vive inquiétude face à la multiplication des procès intentés à des opposants politiques qui réclament l'indépendance du Sahara occidental". En mission officielle en septembre 2012, **le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, Juan E.Mendez**, a souligné, après avoir reçu des témoignages crédibles de victimes sahraouies de la répression: "On observe une augmentation du nombre d'actes de torture et des mauvais traitements lors de l'arrestation et de la détention".

Actuellement, plus de 80 prisonniers politiques sahraouis croupissent dans les geôles marocaines. 23 d'entre eux sont détenus à la prison de Salé depuis 23 mois au mépris des règles les plus élémentaires du droit international comme du droit marocain. Victimes de tortures, ils ont mené plusieurs grèves de la faim. Leur procès est fixé au 24 octobre devant un tribunal militaire d'exception en dépit de leurs qualités de civils et ils risquent de lourdes peines de prison.

Nous condamnons la violente répression des forces de sécurité marocaines contre la population sahraouie et nous appelons à

**UNE MANIFESTATION
SAMEDI 20 OCTOBRE de 15h à 18h
ESPLANADE DES DROITS DE L'HOMME
PLACE DU TROCADERO
puis devant l'Ambassade du Maroc**

**CONTRE LA TENUE DU PROCES DES 23 PRISONNIERS DE SALE
DEVANT UN TRIBUNAL MILITAIRE D'EXCEPTION et pour exiger du
gouvernement français, de l'Union européenne et des Nations unies d'agir pour:**

- la libération des prisonniers politiques sahraouis**
- l'arrêt de la répression et le respect des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés**
- l'instauration d'un mécanisme international pour la surveillance des droits de l'Homme au Sahara occidental**

Signataires: ACCA, AFASPA, AFAPREDESA, APSO, ARAC, ASEI, Association des Amis de la RASD, Association de la Communauté sahraouie en France (ACSF), Association des Sahraouis en France (ASF), CEDETIM, CLSPS, CORELSO, DROIT SOLIDARITE, ERMPL, FASTI, FPCR, Le Mouvement de la Paix, MRAP, Plateforme de solidarité avec le peuple sahraoui, Sortir du colonialisme, SURVIE

Avec le soutien de: CGT, Union syndicale Solidaires, Europe Ecologie Les Verts (EELV), FASE, Les Alternatifs, NPA, Parti de gauche, PCF, PCOF

Contact: plateformeSO@gmail.com